

Extrait du Jésus-Christ en France

<http://jesuschristenfrance.fr/chretiens-confrontes-a-des-lois/article/premier-noel-en-france-avec-la-crainte-des-attentats>

# Premier Noël en France avec la crainte des attentats

- Chrétiens confrontés à des lois illégitimes, des actes de profanation, des décisions injustes et même des agressions criminelles -



Date de mise en ligne : mercredi 30 décembre 2015

---

**Copyright © Jésus-Christ en France - Tous droits réservés**

---

## Premier Noël en France avec la crainte des attentats : pas de quoi se réjouir

« Les chaînes de télévision nous ont montré avec insistance et complaisance des entrées d'églises gardées par des soldats en armes (en tout 120.000, nous dit-on, policiers et militaires confondus) pour les messes de Noël. Et l'on nous montrait les fidèles tout heureux d'être ainsi « protégés ».

Donc, l'histoire retiendra que Noël 2015, en France, fut le premier Noël où les églises furent gardées par crainte des attentats. Comme au Caire. Comme à Bagdad. Comme dans un pays musulman.

Avec cette énorme différence que dans les pays musulmans les chrétiens déplorent cet état de fait, s'en désolent, et non s'en réjouissent.

Pus fort encore, en divers lieux, de Béziers à Lens, il y avait une garde musulmane à l'entrée de l'église. Et le ministre de l'Intérieur en personne, Bernard Cazeneuve, au lieu de condamner la formation de milices confessionnelles, de s'émerveiller de cette initiative : « Respect pour les musulmans qui ont protégé les églises pour Noël. Concorde et fraternité dans la République. »

« Les musulmans qui ont protégé les églises », dit-il. C'est une autre première que l'histoire pourra retenir : la première fois qu'un ministre de l'Intérieur de la République française s'exprime officiellement en ministre de la dhimmitude.

Dans les pays musulmans, quand on veut humilier les chrétiens, on les appelle « nazaréens », d'où le désormais célèbre noun. Quand on veut leur donner leur nom selon le droit musulman (comme le fait toujours l'imam d'al-Azhar, par exemple), on les appelle « ahl al dhimma », littéralement « les gens de la protection », ceux que l'on protège. Une protection analogue à celle de la mafia. C'est-à-dire que d'une part elle est arbitraire, pouvant cesser à tout moment, d'autre part elle n'est pas gratuite. Cette protection qu'assurent les musulmans contre des musulmans ne peut exister que moyennant une contrepartie, appelée jizya (strictement appliquée dans l'Etat islamique, de façon plus ou moins déguisée ailleurs).

En bref, les musulmans qui ont fait mine de garder des églises, et dont on sait que ce sont, bien sûr, des salafistes et des proches des Frères musulmans, ne l'ont pas fait pour les beaux yeux des chrétiens, mais pour affirmer que la France est un pays islamique, et que si la jizya n'a pas été payée d'avance on saura présenter la facture, d'une façon ou d'une autre.

En d'autres termes, c'est affirmer que la France est un pays islamique. Et dans ce contexte, le tweet de Cazeneuve en est une confirmation. »

Yves Daoudal

Source :

[Yves Daoudal](#)

|

Mise au point de Robert Ménard à propos de la « milice musulmane » à Béziers

« La « patrouille » musulmane de Béziers pour anecdotique qu'elle peut sembler marque une étape. Celle d'un pays où une religion inscrite au coeur de son identité semble si faible qu'il apparaisse possible aux tenants radicaux d'une autre religion, nouvellement arrivée, de s'arroger le droit de la « protéger ». Au demeurant, la protéger contre qui ? Contre les musulmans modérés ? Evidemment pas. Contre les bouddhistes fous ? Allons donc ! »

« Dans la nuit de Noël, un groupe d'individus se présentant comme de « simples musulmans » s'est rendu à l'église du quartier de La Devèze puis à la cathédrale dans le centre-ville. Dès le lendemain, ce groupe a communiqué sur les réseaux sociaux pour promouvoir son action. Sa communication a été aussitôt relayée par les médias et notamment Midi Libre. Une communication en forme de conte de Noël : leur action visait, selon eux, à protéger les fidèles catholiques...

J'ai alors réagi en publiant à mon tour un communiqué. Celui-ci a été immédiatement condamné par le ministre de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve, à qui la lutte contre le terrorisme semble laisser quelques loisirs, puis par SOS Racisme qui annonce vouloir déposer plainte contre moi.

Je le dis ici très clairement : je maintiens mes propos. Des propos que je souhaite maintenant développer et expliquer plus longuement qu'il me paraissait nécessaire dans un simple communiqué de réaction.

Lorsque j'ai écrit la phrase suivante, « depuis quand les pyromanes protègent les incendies », je visais expressément les deux chefs du groupe prétendument « protecteurs » de catholiques. Il est possible que Bernard Cazeneuve ignore leurs noms, mais son représentant dans l'Ouest de l'Hérault, le sous-préfet de Béziers, les connaît très bien puisque j'ai déjà eu l'occasion d'attirer publiquement son attention à leur sujet.

Le premier de ces individus est un converti, Mehdi Roland. Le second est un certain Omar Kathiri. A eux deux, ils dirigent sur Béziers plusieurs associations au développement groupusculaire et auxquelles n'adhère pas la grande majorité des musulmans de la ville. Il serait trop long de donner ici tous les détails sur les fréquentations douteuses, les déclarations anti-républicaines et les actions illégales de ces deux individus. Les services de l'Etat sont parfaitement au courant. Je me bornerai à en donner quelques exemples.

Lorsque voici quelques mois, un individu, converti lui aussi, connu sous le pseudonyme de « Toubib Burger », a été arrêté à Béziers pour apologie de terrorisme, il a été découvert par la suite que le dénommé Mehdi Roland entretenait avec lui des relations sur les réseaux sociaux mais également dans la vie courante puisque « Toubib Burger » filmait les actions de rue de Mehdi Roland.

Ce même Mehdi Roland ornait volontiers jusqu'à peu sa page facebook de photos montrant une Marianne décapitée et la tête remplacée par le Coran. Photo que, depuis notre publication dans le journal de la ville, il a fait disparaître.

Il s'est également signalé par ses liens avec l'imam dit « de Brest » devenu tristement célèbre pour avoir expliqué à

des enfants qu'écouter de la musique les transformerait en porcs et dont la mosquée a été perquisitionnée au lendemain des massacres du 13 novembre.

Omar Kathiri s'est distingué, lui, en tentant à deux reprises de perturber le conseil municipal. Son comportement lui valant d'être expulsé par la police. Une plainte est en cours suite à cette affaire.

Son activité principale est l'organisation et la participation, un peu partout en France, à des actions, souvent illégales, contre l'Etat d'Israël.

C'est donc ces individus que je visais par mes propos.

Maintenant, parlons un peu du fond.

Les églises catholiques dans la France de 2015 doivent-elles être protégées ?

Il est exact que l'immense majorité des attaques contre des lieux de cultes visent les lieux chrétiens, arrivent ensuite les synagogues puis, bien plus loin, les mosquées. Mais les agressions de fidèles sont rares pour ne pas dire rarissimes.

Le bon sens comme le sens républicain de la chose publique sait que si protection il doit y avoir celle-ci devrait être assurée par l'Etat. Comme il sait que ce même Etat, par lâcheté, par laxisme, par idéologie, a abandonné des pans entiers du territoire.

Mais cet ordre que, trop souvent l'Etat ne maintient plus, ne saurait être légitimement mis en place par des groupes communautaristes. Sauf à renoncer à la république, sauf à avouer que ces zones ne sont plus tout à fait en France. Sauf à dire que notre pays se libanise.

Maintenant, posons la question : que diraient la presse, Bernard Cazeneuve et la conscience universelle si, en lieu et place d'un groupe de musulmans, un groupe de jeunes identitaires français patrouillaient autour des églises - ou même des mosquées ! - au prétexte de les « protéger » ? Tout le monde connaît la réponse : ces jeunes identitaires auraient été arrêtés par la police et jugés en référé. Midi Libre et ses confrères auraient crié à la provocation et le ministre de l'Intérieur serait venu sur les lieux apporter le réconfort de sa minuscule présence.

Il existe dans notre pays un deux poids deux mesures. En d'autres termes, une profonde injustice. Beaucoup de Français la ressentent. Ils n'ont plus confiance en la parole des représentants de l'Etat. Ils savent qu'ils sont mal protégés et que, si d'aventure, ils voulaient se protéger seuls, à eux l'Etat saurait envoyer sa police.

La « patrouille » musulmane de Béziers pour anecdotique qu'elle peut sembler marque une étape. Celle d'un pays où une religion inscrite au cœur de son identité semble si faible qu'il apparaisse possible aux tenants radicaux d'une autre religion, nouvellement arrivée, de s'arroger le droit de la « protéger ». Au demeurant, la protéger contre qui ? Contre les musulmans modérés ? Evidemment pas. Contre les bouddhistes fous ? Allons donc !

C'est donc un jeu très dangereux que joue le gouvernement en tolérant ces groupuscules et leurs actes qui ne sont, en fait, rien d'autre qu'une tentative de prise de possession, lente mais déterminée, de notre pays »

Robert Ménard, maire de Béziers

Source :

[ville de Béziers](#)

.